



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RAA N°R02-2024-01-26-0000-1

Arrêté préfectoral

mettant en demeure la société SARA en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement pour ses installations situées ZI Californie sur la commune du Lamentin

LE PRÉFET

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1, L. 514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 122-1 ;
- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu le décret du 29 juillet 2022 portant nomination du préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique - M. BOUVIER (Jean-Christophe) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° R02-2022-08-23-00001 du 23 août 2022 portant délégation de signature à Madame Laurence GOLA de MONCHY, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Martinique pour les affaires régionales de la Martinique en matière d'administration générale ;
- Vu l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 041214 du 11 mai 2004 modifié autorisant la société SARA à poursuivre l'exploitation d'une raffinerie sur la commune de Lamentin ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées et le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courriel en date du 18 décembre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu les observations de l'exploitant transmises par courrier du 9 janvier 2024 et les échanges avec l'inspection le 17 janvier 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. L'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé précise que *tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection [...] Ce plan comprend : [...] des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. [...]*

Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. [...] ;

2. Le réservoir de stockage de pétrole brut, repéré A2, est concerné par les exigences susmentionnées ;
3. L'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé prévoit, pour les massifs des réservoirs, que *l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration ;*
4. Le guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures DT 92 propose une démarche de surveillance dans laquelle le classement des ouvrages selon leur état, après analyse des désordres, permet d'organiser des travaux de réparation à une échéance fixée et d'adapter la surveillance en fonction des risques encourus ;
5. Le guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux DT 94, indique que les inspections hors exploitation sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans sauf si les résultats de l'étude de criticité du réservoir réalisée permettent de reporter l'échéance sans que ce report n'excède dix ans et sans possibilité de renouvellement ;
6. Lors de la visite en date du 7 décembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :
 - la dernière inspection hors exploitation du réservoir repéré A2 date de plus de 20 ans ;
 - la préconisation émise par le service d'inspection de la SARA d'interdire l'utilisation de ce réservoir en conséquence ;
 - les contrôles réalisés depuis 2018 mettent en évidence une problématique de tassement au niveau du massif de réservoir, ce défaut étant classé 3P selon le guide professionnel référencé DT 92 (guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures) ;
 - les défauts de niveau D3P sont des désordres qui témoignent d'un risque structurel sur l'ouvrage ou d'un défaut de capacité de confinement de la cuvette pour lequel les travaux de réparation doivent être menés dans un délai de 3 ans maximum ;

- l'absence de mise en œuvre des travaux de réparation ainsi que des mesures prioritaires (sauf en 2022), qui doivent permettre de rétrograder le désordre D3P au moins à un niveau D3, dans un délai de 6 mois, comme mentionné dans le guide DT 92 ;
- 7. L'exploitant a fait part, lors de la phase de contradictoire, des difficultés techniques à vidanger le réservoir A2 dans un délai restreint compte tenu notamment du taux de remplissage des autres réservoirs du site, de la nature des produits stockés et de l'arrêt technique pour maintenance en cours ;
- 8. L'exploitant a proposé la mise en place d'une surveillance renforcée du réservoir ;
- 9. Ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- 10. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SARA de respecter les prescriptions de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié et de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Martinique,

ARRÊTE

Article 1 Obligations

La société anonyme de raffinerie des Antilles (SARA) exploitant une installation de raffinage et stockage de produits pétroliers sise ZI Californie sur la commune du Lamentin, est mise en demeure, à compter du 15 juin 2024, de respecter les prescriptions de l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié pour le réservoir de brut A2 et celles de l'article 6 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié pour la cuvette de rétention associé conformément aux guides en vigueur.

Article 2 Mesures conservatoires

L'exploitation du réservoir A2 est interdite à compter du 15 juin 2024 au plus tard. Dans l'intervalle, l'exploitant renforce la surveillance quotidienne du réservoir et met en œuvre des contrôles géométriques du réservoir tous les mois. En cas de dérive constatée, l'exploitant prend, sans délai, les dispositions pour mettre en sécurité le réservoir.

Il transmet par ailleurs, sous 1 mois, une étude technique concernant la possibilité de vidange du réservoir dans les meilleurs délais pour un stockage du produit contenu dans un autre dépôt (zone Caraïbes ou autre). Dans le cas où une solution est techniquement réalisable dans un délai plus court que celui susmentionné, cette opération est mise en œuvre dans les meilleurs délais.

Article 3 Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des

poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Fort-de-France, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 Publication et notification

Le présent arrêté sera notifié à la société SARA, transmis au maire du Lamentin, à la secrétaire générale de la préfecture, au directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement et, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, sera publié sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de deux mois.

Fort-de-France, le 26 JAN. 2024

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale
de la Préfecture de la Martinique

Laurence GOLA DE MONCHY